

POUR QUI SONNE LE GLAS...

Le vieil homme de l'Élysée doit se sentir seul... C'est l'hallali!

La découverte soudaine de la mise sous écoute téléphonique d'un pieux rédacteur du *Monde*, survenue, par un miraculeux hasard, au moment même où Rocard allumait un pétard baptisé, par lui et en toute modestie, *Big-bang*, montre qu'ils sont, aujourd'hui, nombreux ceux qui voudraient bien jeter le vieux par dessus bord!

Un malheur n'arrivant jamais seul, les résultats électoraux sont, de surcroît, implacables: au soir du 21 mars 1993, moins de 2 % pour ce qui reste de la «*majorité présidentielle*», autant dire que François Mitterrand ne tient plus sa légitimité que du «*coup d'État permanent*».

Mais, le vieil homme n'a pas dit son dernier mot, si on en croit le *Figaro*: «*Il y a quelques mois, alors qu'on lui demandait qui il voyait après lui, le président donna sa liste, par ordre de préférence: Jacques Delors, François Léotard, Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mon chien Michel Rocard*».

On peut reprocher beaucoup de choses à François Mitterrand.... sauf un manque de lucidité.

N'empêche que pour Rocard, le moment est venu de parachever la sale besogne commencée à Épinay et de transformer le «*parti socialiste*» en une sorte de RNP-bis (1). Dans l'Europe Vaticane et du grand capital, il n'y a pas de place pour un parti «*socialiste*» même rénové! PS et PCF ont fait leur temps. Ils sont condamnés à s'auto-détruire. C'est pourquoi ceux qui vaticinent encore sur «*un gouvernement PC-PS, sans ministres bourgeois*» sont en plein délire idéologique.

Mais la classe ouvrière (et pourtant elle existe!) a besoin d'organisations pour défendre ses intérêts. Par la force des choses, elle sera amenée à se doter d'une authentique représentation politique... En attendant, bas les pattes devant ce qui reste du mouvement ouvrier organisé.

Il n'y aura pas d'Épinay syndical!

Alexandre HÉBERT.

AGIR DANS LA CLARTÉ...

La lutte des classes est la concrétisation de l'affrontement permanent entre les intérêts fondamentalement opposés du capital et du travail.

Toute conquête sociale de la classe ouvrière signifie un recul du capital. Tout recul, toute perte d'acquis de la classe ouvrière signifie une reconquête par le capital, de ce qu'il avait dû céder à un moment donné sous la pression.

Il en sera ainsi tant que subsisteront les formes actuelles d'exploitation du travail, par les détenteurs du capital soutenus par leurs États et les gouvernements à leurs ordres.

(1) R.N.P.: Rassemblement national populaire. Parti politique fondé par Marcel Déat sous l'occupation allemande après la défaite de 1940. En 1933, Marcel Déat avait quitté la SFIO avec les «*néo-socialistes*»

La période que nous vivons se caractérise par une formidable attaque dans tous les domaines, contre les conquêtes sociales, qui met en cause l'existence même de la classe ouvrière.

La politique de déflation mise en œuvre par les gouvernements notamment depuis 1982, fait des ravages. Toutes les décisions sont prises avec un seul objectif: faire baisser le plus possible le coût du travail, organiser ainsi une diminution du pouvoir d'achat, ce qui est un facteur aggravant de chômage.

Point n'est besoin d'être économiste distingué pour comprendre cela. Les salariés confrontés à une misère grandissante savent de quoi il en retourne.

Cette situation n'est pas particulière à la France. Elle est pour l'essentiel la même dans tous les pays d'Europe et à l'échelle mondiale.

De plans de convergence en plans d'austérité et de rigueur, d'atteintes aux libertés démocratiques en tentatives d'intégration, d'implication, des syndicats, partout c'est la même dure réalité qu'il nous faut affronter: baisse du pouvoir d'achat, chômage, démantèlement des services publics, dislocation des systèmes de protection sociale. Les acquis sociaux conquis de haute lutte sont systématiquement remis en cause, progressivement grignotés, repris.

Les salariés - la classe ouvrière - sont donc fondés à rechercher les moyens propres à stopper cette régression sociale continue et à s'organiser pour agir, afin d'y parvenir.

C'est dans ce contexte que la *Confédération Européenne des Syndicats*, sous la pression des événements, est amenée à décider une journée européenne d'action pour le 2 avril 1993.

Cette organisation rassemble des confédérations nationales (en France, la C.G.T.F.O., la C.F.D.T., la C.F.T.C.) extrêmement diverses, recouvrant des orientations aussi différentes, allant des sociaux-démocrates aux chrétiens-sociaux, en passant par les stalinien en voie de rénovation, refondation et autres révisions déchirantes. Diverses? Différentes? Peut-être pas autant que cela, dans la mesure où, pratiquement, la plupart d'entre elles adhèrent à un syndicalisme de participation reconnaissant le principe de subsidiarité comme un facteur de démocratisation!!!

Certes, tout n'est pas aussi simple que cela, mais toujours est-il que les syndicalistes indépendants ont bien du mal à se faire entendre.

Compte tenu de ces éléments, on peut se demander quelle sera l'efficacité d'une «*journée d'action*», dont les mots d'ordre semblent particulièrement imprécis, recouvrant des interprétations fort différentes, sans compter que les formes d'actions peuvent être parfois plus démobilisatrices que le contraire: entre d'une part le refus sans appel de l'austérité, la grève pour les revendications traditionnelles, et d'autre part, la simple demande de révision, afin d'atténuer les contraintes «*qu'il faut mieux répartir*», accompagnée «*d'actions*» allant du port de badges aux défilés folkloriques style CFDT, il y a toute la différence qui sépare le syndicalisme revendicatif, des recompositeurs dont l'objectif est le consensus social.

Il convient donc que les positions soient, clairement affirmées: toute action commune ne peut se faire que sur des objectifs ne souffrant aucune ambiguïté.

Les syndicalistes réellement indépendants doivent se démarquer, notamment de la C.F.D.T, et de ses amis, ils sont, nous apprend la presse ces derniers jours, rendant compte d'un colloque (un de plus), à la recherche «*de nouvelles règles du jeu social*». Il y a ainsi des penseurs qui n'arrêtent pas de «*réinventer*» le syndicalisme en puisant dans les vieilles recettes des encyclopédies.

C'est pourquoi la constitution d'un «*Front Laïque et Républicain*» rassemblant des individus et des associations, décidés à combattre efficacement cléricaux et néocléricaux, est une tentative qui, au-delà de la seule, mais nécessaire, défense de la laïcité, peut conforter l'action des militants ouvriers qui se battent pour préserver l'indépendance des syndicats, en opposition au corporatisme véhiculé par les nostalgiques de la *Charte du travail* vichyste.

Jo SALAMERO.

PIERRE BOSSUT...

Le 5 mars 1993, Pierre BOSSUT nous a quitté, il avait 82 ans.

Fidèle à sa classe, fidèle à ses idées, fidèle à l'amitié, tel était Pierre Bossut.

Laïque convaincu, je l'avais rencontré dans les temps, déjà forts lointains, où il m'arrivait de fréquenter les réunions de l'*École émancipée* (tendance de la F.E.N.).

Trotskyiste depuis 1948, il animait la Librairie «*du 87*» où chacun pouvait apprécier sa large culture et son esprit d'ouverture. Bossut était tout le contraire d'un sectaire et il appréciait à sa juste valeur la place des anarcho-syndicalistes dans le combat ouvrier.

La classe ouvrière perd un combattant, nous perdons un camarade et un ami. il va nous manquer! A sa compagne, Nicole, à tous les siens, nous exprimons notre fraternelle amitié.

Alexandre HÉBERT.

RECONSTRUIRE L'INTERNATIONALE...

Les 10,11,12 octobre 1992, s'est tenue à Moscou, une conférence contre les conséquences dramatiques, pour les travailleurs de la politique mise en œuvre par le F.M.I., la C.E.E. et l'ensemble des institutions internationales sous le drapeau des privatisations.

Partout dans le monde, les privatisations et les plans de destructions mis en place sous l'égide du F.M.I., de la Banque Mondiale et les diverses institutions internationales aboutissent à des conséquences désastreuses pour les travailleurs des villes, les paysans et les populations.

Fermetures d'entreprises, licenciements massifs, désertification des campagnes aboutissent à la destruction de secteurs industriels et de branches entières de l'économie.

Participaient à cette conférence, côté russe: le *Parti du Travail*, le *Parti Ouvrier*, le KAS-KOR (Anarcho-Syndicaliste) et, côté français: le *Parti des Travailleurs*, des syndicalistes et l'U.A.S.

A l'issue de la Conférence de Moscou, les participants ont adopté une Adresse aux travailleurs du monde entier:

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

- *Considérant que dans toutes les parties du monde, ce sont les mêmes plans, les mêmes politiques et les mêmes institutions qui oppriment les peuples et les travailleurs;*

- *Considérant que contre cela l'unité des travailleurs à l'échelle internationale doit être renforcée et élargie;*

- *Pour ces raisons, nous, rassemblés à Moscou, dans le respect de la diversité des opinions et des analyses, nous décidons de constituer un Comité International contre la mise en œuvre des plans du FMI de privatisation-pillage et d'ajustement structurel.*

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs du monde entier à contresigner cette adresse et à rejoindre ce comité.

Nous décidons de convoquer un rassemblement international de masse à Paris en juin 1993 où prendront la parole des délégations du monde entier.

Depuis plus de dix ans, on applique dans les pays occidentaux la formule suivante: «il faut licencier et réduire les budgets sociaux de l'État, en taillant dans les services publics, aujourd'hui pour favoriser les investissements de demain qui créeront les emplois d'après demain».

La Désinflation compétitive et le Principe de subsidiarité

La politique capitaliste, d'économie de marché, sur la base de la «*désinflation compétitive*» se fait par l'exploitation des travailleurs. Pour faire accepter cette idéologie, au nom de la solidarité, du bien commun, l'Eglise, la fille aînée des États, est venue à leur secours, avec sa légion de curés, pour donner l'hostie, à savoir: l'Europe subsidiaire du Traité de Maastricht.

Deux notions sont indissociables du «*principe de subsidiarité*» : les groupes intermédiaires, au rang desquels il faut ranger les syndicats de salariés, et la notion de «*bien commun*» qui constitue une notion primordiale de la doctrine sociale de l'Église.

Le principe de subsidiarité oppose à la «*lutte des classes*» l'idéologie de «*bien commun*»; au syndicat libre et indépendant du patronat et de l'État, il oppose les «*corps intermédiaires*», c'est-à-dire des relais entre les ouvriers et leur patron, entre la classe ouvrière et l'État, celui-ci exerçant, en dernière analyse, une tutelle sur les «*corps intermédiaires*» au nom du «*bien commun*».

Le principe de subsidiarité inféode le syndicalisme à l'État, en clair, il instaure l'intégration du syndicat à l'appareil d'État.

La Russie en quête d'un modèle social...

Selon le journal «*Le Monde*», du 12 novembre 1992, la Russie est en quête d'un modèle social. Guenade Melykian, Ministre russe du travail, a été reçu par Martine Aubry et ils ont ratifié un «*relevé de conclusions*» sur les actions d'un programme de coopération par lequel la France va aider la Russie sur la formation et l'édification d'une nouvelle législation sociale et d'une régulation salariale.

Il ne peut avoir meilleur conseiller, professeur, que Martine Aubry pour renforcer les consignes du F.M.I., de la C.E.E. Les travailleurs russes boiront la coupe d'amertume de cette démo-chrétienne, fille du cureton Delors, goupillon de l'Europe Vaticane, et bras séculier du principe de subsidiarité.

Selon «*Le Monde*», le ministre russe est avant tout à la recherche de recettes pour édifier un nouveau modèle social. Les salariés français connaissent les ingrédients du modèle social Aubry : chômage, précarisation des emplois, perte du pouvoir d'achat pour les actifs et les retraités, privatisation des services publics avec remise en cause des statuts et... 5 millions de chômeurs.

La réalité est qu'en France, en Europe, dans le monde, au nom de ce capitalisme, de la compétitivité, de la modernité, de la rationalisation et de l'optimisation des modes de gestion, on se doit de détruire toutes les contraintes sociales ou les structures dont le syndicalisme confédéré, qui freinent ou bloquent cette volonté économique, politique.

Aujourd'hui, comme hier, le constat est simple et le même à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud pour la Classe Ouvrière : exploitation de l'homme par l'homme au nom du capitalisme.

Dans l'esprit de la première internationale

L'internationalisme ouvrier demeure à l'ordre du jour dans l'esprit de la 1ère internationale ouvrière, c'est-à-dire indépendantes des États. Il faut en même temps défendre au niveau politique nos libertés démocratiques fondamentales parmi lesquelles la laïcité.

C'est pourquoi les travailleurs se réclamant de la pensée anarcho-syndicaliste, celle de Pelloutier, doivent soutenir le rassemblement du 20 juin à Paris au Zénith.

Il est le prolongement de celui de Moscou contre la mise en œuvre des plans structurels du F.M.I., de la C.E.E., aux privatisations, à la liquidation sociale et constituera la matérialisation de cette unité internationale des travailleurs.

Jean THIRLAND.

DE-CI DE-LA... CAHIN-CAHA...

La gloire de l'Abbé Pierre

Le 15 mars, le «*chouchou*» des médias, l'ami très cher d'André Bergeron et de Martine Aubry, autrement dit cette vieille canaille d'Abbé Pierre, s'est, une fois de plus, exhibé à la télévision, en l'occurrence sur TF1 «*aux marches de la gloire*» où il appelle les hommes politiques à lutter contre la misère....

Doux Jésus! aurait dit François Mauriac.

Bien entendu, pour l'Abbé Pierre, «*lutter contre la misère*» revient à pratiquer le «*partage du travail et des revenus*» cher à la C.F.D.T. et à la famille Delors en décrétant une baisse autoritaire des salaires et si nécessaire, en «*cassant la gueule*» à ceux qui ne seraient pas d'accord.

Ah la belle âme.....!!!

Chez les chrétiens de la C.F.T.C.

Si on en croit le *Figaro* du 5 mars 93 pour la C.F.T.C. et à propos de l'UNEDIC: «*LES ENTREPRISES RESPONSABLES DOIVENT PAYER*».

Alors que l'Unedic traverse une crise sans précédent, la CFTC dénonce l'attitude du patronat comme celle de l'État. «*Le régime d'assurance chômage ne survit que par des expédients financiers qui ne dureront qu'un moment. Pendant ce temps, le patronat et le gouvernement se renvoient la balle*», explique le syndicat d'obédience chrétienne. Pour lui, «*il n'existe pas d'autre solution réaliste à court terme que de porter les cotisations des entreprises au niveau de leur comportement en matière d'emploi*».

Oh Sainte simplicité! Chez les chrétiens de la CFTC (comme chez ceux de la CFDT) toujours le bon vieux manichéisme....d'un côté les bons, de l'autre les méchants.

Selon les camarades de la CFTC, certaines entreprises auraient un comportement dicté par le malin, autrement dit le diable. Ce qui les conduirait par pur sadisme à ne pas embaucher ou pis encore à licencier!

Dans ces conditions, point n'est besoin de rechercher les causes de l'aggravation effrayante du chômage dans la politique économique et sociale décidée et poursuivie depuis 1982. Cette explication permet également d'exonérer les «*sociaux chrétiens*» de l'Europe Vaticane de leurs responsabilités en la matière.

Des chiffres qui parlent ...

L'EUROPE DES 12! 342 millions d'habitants; 16 millions de chômeurs; 46 millions d'individus qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

LES 24 PAYS MEMBRES DE L'OCDE: moins d'un milliard d'habitants, c'est-à-dire 16 % de la population du globe; 24 millions de chômeurs en 1990; 30 millions de chômeurs en 1992; 34 millions de chômeurs en 1993.

Telle est la situation pour les pays «*industrialisés*» c'est-à-dire pour 876 millions d'habitants pour 5 milliards 200 millions sur le globe.

Précisons tout de suite que les 4 milliards et demi d'individus qui vivent en dehors des pays industrialisés n'entrent pas en compte (parce que non solvables) dans les calculs des «quotas» réglementant la production notamment des produits alimentaires.

Autrement dit, environ 85% de l'humanité est condamné à mourir de faim avec en prime la bonne conscience judéo-chrétienne grâce au bol de riz de Kouchner!

Telle est la logique de «*l'économie de marché*» autrement dit de l'économie capitaliste.

EUROPE LIBERTICIDE...

Il n'est pas de tâche plus urgente que de démystifier l'énorme entreprise de bourrage de crâne qui se développe au nom de «*l'idée européenne*».

Le 2 avril 1993, la *Confédération Européenne des Syndicats* (C.E.S.): «*appelle les salariés à une journée d'action afin de donner plus de force (sic) à ses revendications sociales (resic)*».

Le moins qu'on puisse dire est que les mots d'ordre mis en avant par les «*subsidiaires*» de la C.E.S. manquent, pour le moins de tonus, mais, l'essentiel n'est pas là.

Dans un tract d'origine syndicale nous lisons: «*Il n'est pas certain, faute d'informations notamment, que les travailleurs aient compris qu'ils dépendent tous directement de l'évolution de l'Europe communautaire et ce, quelque soit leur employeur (administration, secteur nationalisé, service public, entreprises privées de grosse et moyenne importance, voire les petites)*».

On reconnaît là l'insondable suffisance des bureaucrates européens qui n'ont, finalement, que mépris pour la classe ouvrière... «*Il n'est pas certain que les travailleurs aient compris*»... C'est probablement pourquoi ils ont massivement voté non au référendum sur MAASTRICHT voulu par le «*président*».

Mais, peut-être, le 2 avril a-t-il précisément pour objet, non une impossible satisfaction de nos revendica-

tions au plan européen mais, plus précisément, tenter de convaincre les travailleurs qu'ils doivent s'accommoder de la «*Communauté européenne*» et non la combattre. Car tel est, finalement le choix, ou accepter comme un fait inéluctable une sorte de monstre étatique baptisé état supranational (voire même état fédéral) ou combattre pour la défense de nos libertés, contestées par l'Europe des sociaux-chrétiens.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que la classe ouvrière est confrontée à ce choix... qu'on se rappelle les nationaux-socialistes allemands et leur «*Nouvelle Europe*». Mais les travailleurs, eux, ne s'y trompent pas... Ils savent ce que leur a déjà coûté, l'Europe de Jacques Delors, Martine Aubry et autres sociaux-chrétiens. Faut-il énumérer, même succinctement, les mesures prises par les «*gilets rayés*» du nouveau parti socialiste en application servile des «*directives européennes*»:

- la politique de rigueur mise en œuvre en 82;
- la privatisation systématique des services publics de la poste à la SNCF en passant par l'EDF;
- le transfert au secteur privé de pans entiers de la fonction publique d'État;
- la remise en cause de la laïcité de l'État et de l'École;
- la mise à mal de notre système de protection sociale et son corollaire «*la maîtrise médicalisée des dépenses de santé*» et le «*budget global*» qui tend à la destruction pure et simple de l'hospitalisation publique;- la mise en jachère (alors que les trois quart de l'humanité meurent de faim) des terres qui condamnent des milliers d'agriculteurs à la misère et à la mort!

Tout ceci pour aboutir à la prévision de 7 millions de chômeurs à brève échéance! Telles sont quelques unes des conséquences de la politique concoctée à Bruxelles et que la C.E.S., au nom du principe de subsidiarité, est chargée de nous faire avaler.

Il est également permis de se poser une question toute simple: que deviendrait dans l'Europe de subsidiarité, la «*République une et indivisible*»?... que deviendrait la notion de citoyenneté?... Il est vrai qu'à cette dernière question, nos ennemis ont déjà répondu... Ils ont inventé la citoyenneté... dans l'entreprise!

Alors, mieux vaut que les choses soient claires: Pas question de subordonner le mouvement syndical que les travailleurs ont construit en France et ailleurs, aux diktats des subsidiaires de la C.E.S.

Nous conserverons nos syndicats libres et indépendants!

Alexandre HÉBERT.

UN DISCOURS DE MARC BLONDEL

Le discours que nous publions a été prononcé par Marc BLONDEL le 7 décembre 1992 à Paris, au cours d'un banquet républicain. Il nous a semblé intéressant de le reproduire intégralement.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis et Camarades, et Toutes et Tous, Citoyennes et Citoyens,

Qu'un Secrétaire Général de *Force Ouvrière* s'adresse officiellement au citoyen n'est pas chose banale.

Force Ouvrière, qui revendique et pratique l'indépendance syndicale, s'adresse généralement au salarié, à tous les salariés, quels qu'ils soient, laissant à d'autres, dont c'est le rôle ou le choix, d'échafauder des projets de société. Même s'il est vrai qu'en ces temps de consensus économique les débats sur ces projets se font rares, l'objet du débat, à savoir les projets eux-mêmes, étant pour le moins discrets et surtout privés d'espoir.

Pas plus qu'hier et que demain, *Force Ouvrière* n'entend modifier son rôle d'organisation syndicale et sa conception du syndicalisme.

Et si nous avons provoqué, choisi et décidé d'être présents ici ce soir, d'avoir réuni ce matin notre *Commission exécutive* au *Cercle républicain*, c'est pour deux raisons essentielles.

Le bi-centenaire de la République (1)

La première est que nous avons tenu, avec ce banquet républicain, à célébrer un anniversaire: celui du bicentenaire de la République.

La seconde est que nous sommes inquiets - et nous l'avons maintes fois exprimé - du constat de dégradation des valeurs républicaines essentielles, à savoir la Liberté, l'Égalité, la Fraternité auxquelles j'ajouterai pour ma part la Laïcité.

Les symptômes de cette dégradation crèvent les yeux: le chômage, les exclusions, les inégalités sociales, la montée de l'assistance et de la charité, le déchirement du tissu social, le développement des ghettos sous couvert du droit à la différence, la montée d'un ordre moral.

Fondamentalement, ces valeurs républicaines se sont progressivement détériorées par le refuge du politique derrière l'économie et l'écartèlement de la République entre le niveau local et le niveau européen.

En s'abritant derrière le déterminisme économique et la dictature de ses critères quantitatifs, le politique, je dis bien le politique, ne remplit plus son rôle et la démocratie passe du gouvernement des amateurs - ce qu'elle ne devrait jamais cesser d'être - au gouvernement des spécialistes.

Nous vivons de ce point de vue une période faste pour le capitalisme, le système fonctionnant de mieux en mieux pour un nombre de plus en plus restreint de bénéficiaires.

En même temps, nous traversons une crise au sens où le vieux n'existe plus et où le nouveau n'est pas encore là.

Le culte néolibéral du marché conduit à jouer l'individuel contre le collectif, alors que les valeurs républicaines supposent que les droits de l'individu doivent être garantis par la collectivité.

Dérive des valeurs républicaines

Quel que soit le lieu où il se tourne et le problème qu'il aborde, le républicain ne peut qu'être frappé par la dérive des valeurs républicaines.

Prenons le cas de l'École. Forgée pour former de futurs citoyens libres et responsables, dotés d'un bon niveau de culture générale et d'un esprit critique, l'École publique tend à être de plus en plus soumise aux desiderata des besoins du monde économique, industriel et financier, elle devient utilitariste.

Avec la décentralisation et l'intrusion des politiques, l'École publique devient plurielle, comme la laïcité.

Au nom du droit à la différence, le port du tchador est autorisé et les écoles privées reçoivent des abondements financiers. Le principe: séparation de l'Église et de l'État est bafoué.

Ce faisant, on donne droit de cité aux ennemis héréditaires de la république: l'argent et la religion. Les différences s'installent, les ghettos se créent, la laïcité éclate. Tout aussi grave en prônant des formations utilitaristes - au nom de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois - on sacrifie les connaissances générales, celles qui pourtant seront de plus en plus indispensables, notamment pour maîtriser les évolutions techniques.

C'est au nom de ces vieux principes que dans les années 70 on a formé des programmeurs en quantité dont beaucoup aujourd'hui sont en chômage.

Mettre l'Éducation Nationale sous la coupe du marché, c'est sacrifier le court terme au long terme, c'est mettre le public sous tutelle du privé.

Pas plus que l'école n'est faite pour des consommateurs ou des usagers, les autres services publics ne sont faits pour des clients.

Tout s'est passé ces dernières années comme si seule l'entreprise privée avait su appréhender la moder-

(1) Les sous-titres sont de la rédaction de *l'Anarcho-Syndicaliste*.

nité, comme si elle était devenue le modèle micro sociétal à reproduire.

Au moment même où l'on suscitait chez le travailleur l'illusion de devenir un citoyen dans l'entreprise, le service public délaissait le citoyen pour s'adresser au client. Curieux chassé-croisé qui en dit long sur une volonté de dilution du lien fondamental de la République et du Citoyen.

Les mêmes cabinets de conseil en gestion

De la même façon, vis à vis de la gestion des personnels, les différents services publics sont allés chercher modèle dans l'entreprise privée, la jonction étant d'ailleurs souvent assurée par les mêmes cabinets de conseil en gestion.

Pour comprendre tout cela, il suffit de s'adresser aux salariés de la SNCF, de la RATP, d'EDF, des ex-PTT, des Hôpitaux, mais aussi de la Fonction Publique elle-même.

A partir du moment où un service public choisit comme cible le client, il ne peut plus assurer l'égalité de droit et participe donc à l'accroissement des inégalités et des exclusions.

Les trous sociaux ainsi créés s'inscrivent dans le mouvement de recul du politique et contribue à substituer la charité à la solidarité, l'assistance au droit.

C'est ainsi également que pour se donner bonne conscience, le politique cède le pas à l'humanitaire spectacle, jouant alternativement, consciemment ou non, les contraintes économiques, l'émotion et la peur.

En abandonnant son rôle et ses prérogatives, en laissant l'entreprise privée dicter sa loi et s'intéresser au problème de l'éthique, l'État devient médecin du monde pour reprendre la formule de Ricardo Petrella.

Quand *Force Ouvrière* lance, il y a maintenant plusieurs années, dans le dossier de la construction européenne, la revendication d'un droit social européen, c'est pour faire contrepoids à la logique et priorité économiste que nous le faisons et pour battre en brèche des formules floues qui ne visent finalement qu'à adresser de pieux mensonges comme celle de l'*Europe Sociale*.

On sait ce qu'est un droit social, on ne sait pas ce que doit être une *Europe Sociale*.

Ce dossier de l'Europe est en lui-même significatif d'une vision borgne de la République et de la Démocratie.

Un enjeu de cette nature aurait mérité depuis longtemps et non pendant quelques semaines, un débat riche et serein sur les tenants et aboutissants de la construction européenne.

Le droit de savoir

Car la démocratie, comme j'aime à le souligner, ce n'est pas seulement le suffrage universel, c'est aussi le droit de savoir. Sinon, la démocratie dérive vers la dictature de l'ignorance.

Quand on regarde bien les choses, on s'aperçoit qu'au nom de la subsidiarité, le Social, le Secteur Public et la Culture, sont, qu'on le veuille ou non, les dossiers pauvres de l'Europe. Même s'il le regrette, le syndicaliste que je suis n'en est pas pour autant surpris. Nous savons en effet que les travailleurs devront comme toujours conquérir et défendre leurs droits. Et cela passe d'abord par les libertés fondamentales que sont le droit d'association et l'exercice du droit syndical. Cela passe aussi par le rôle du contrat collectif qui, à la différence du consensus, ne transcende pas l'existence de classes sociales.

Mais, qu'en est-il de problèmes comme Europe et République, Europe et Laïcité?

Qu'advientra-t-il de la laïcité dans une Europe où la plupart des pays font constitutionnellement référence à la religion?

Quelles en seront les conséquences?

Le concept de subsidiarité

Que signifie le concept de subsidiarité? N'est-il pas avant tout, du moins tel qu'il nous est présenté, une négation de la démocratie représentative et une forme d'expression du centralisme démocratique?

La subsidiarité n'est-elle pas aussi le principe au nom duquel certains évoquent le moins d'État?

N'est-ce pas avant tout un état d'esprit, voire un ordre moral reconnaissant de facto le critère de supra-temporalité?

N'est-ce-pas enfin l'expression d'une construction européenne essentiellement de type démocrate-chrétien?

Telles sont des questions essentielles aujourd'hui pour l'avenir des valeurs républicaines.

Je prendrai un dernier exemple illustrant la dérive des valeurs républicaines: les débats concernant la situation et l'avenir de la *Protection Sociale Collective*.

Toujours au nom des sacro-saints équilibres économiques - alors que la vie n'est faite que de déséquilibres - au nom d'un libéralisme économique castrateur de liberté, le dogme des prélèvements obligatoires fait recette. Comme si un instrument de mesure statistique, souffrant mal les comparaisons internationales, devait servir d'étalon à l'évolution de la société.

Alors que les Systèmes de Protection Sociale Collective tiennent le coup, tout en étant amputés de 270 milliards de francs du fait du chômage, d'aucuns évoquent régulièrement la nécessité de diminuer les charges et de laisser se développer des systèmes d'assurance privés basés sur la capitalisation.

Pour celles et ceux qui ne sent pas familiers du débat capitalisation-répartition, je dirai simplement que la capitalisation fonctionne sur la base de placements financiers et spéculatifs; à savoir qu'elle est d'autant plus rentable que les taux d'intérêt sont élevés, c'est-à-dire dans un système d'économie de rentiers. Alors que la répartition implique que les cotisations prélevées sur les actifs servent à assurer les droits des inactifs en cas de chômage, maladie ou retraite.

Attachés à la répartition

Si syndicalement nous sommes attachés à la répartition c'est bien entendu parce qu'elle est synonyme de dignité, de solidarité entre les générations, les biens portant et les malades et ce faisant est un facteur de cohésion sociale.

C'est aussi parce qu'elle est conforme à l'idéal républicain qui implique l'existence de droits et devoirs.

Les salariés ont le devoir de cotiser pour acquérir des droits individuels et collectifs.

Sortir de la dictature du chiffre, restituer l'outil économique ou statistique à son rôle de moyen, non de finalité, telle est une des conditions du renouveau du politique et des valeurs républicaines.

C'est ainsi, par exemple, qu'il faut démythifier la notion normative et consensuelle de moyenne, source de danger et d'arbitraire.

En fonction de la moyenne d'âge, la France vieillit entend-t-on régulièrement!

Les enfants sont-ils plus vieux aujourd'hui qu'hier?

Les gens de 70 ans n'apparaissent-ils pas au contraire en meilleure forme et plus jeunes aujourd'hui qu'il y a cinquante ans?

Ne faut-il pas plutôt réfléchir à l'organisation de la société et aux effets positifs que l'on peut tirer d'un allongement de l'espérance de vie qui a été multiplié par deux en 100 ans?

Les valeurs républicaines porteuses d'avenir

Bien d'autres exemples pourraient être abordés quand on traite du constat des valeurs républicaines.

On touche en effet aux fondamentaux de la société et de ses structures.

Comme l'a écrit un philosophe présent dans cette salle ce soir: *«La République n'est pas un régime politique parmi d'autres. C'est un idéal et un combat»*.

Les valeurs républicaines sont des valeurs d'avenir porteuses d'espoir.

Au moment où à l'Est de l'Europe la dictature communiste a perdu pied - nous l'espérons définitivement - le néolibéralisme de l'Ouest a de plus en plus de mal à assurer son expansionnisme et sa pérennité.

Les régimes derrière le rideau de fer ont étouffé la liberté.

Le néolibéralisme sélectionne quant à lui les bénéficiaires de la liberté.

Les besoins d'Égalité, de Liberté, de Fraternité tendent heureusement à s'exprimer de plus en plus en France, en Europe et dans le Monde.

Le syndicalisme libre et indépendant de la CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL - FORCE OUVRIÈRE tenait non seulement à confirmer son attachement indéfectible aux valeurs républicaines mais aussi sonner l'urgence de leur nouveauté.

Il tenait aussi à adresser un message au politique (au singulier) pour qu'il cesse de s'abriter derrière l'économisme.

Le gouvernement des peuples n'est pas ni une science, ni une technique.

C'est le propre du politique, en démocratie, de trancher entre des exigences dépourvues de commune mesure.

Il est de la responsabilité du politique, élu, de se souvenir qu'il est mandaté, non de surfer sur les sondages.

Il est aussi de son rôle de ne pas rechercher des boucs émissaires, autre façon de fuir ses responsabilités.

Faut-il blâmer les spéculateurs ou le politique qui en déréglementant et libéralisant a favorisé la spéculation? Faut-il blâmer le technocrate ou le politique qui s'abrite derrière la technique et voit ainsi son rôle amoindri?

En l'an II de la République, un texte destiné aux enfants, propre à leur inspirer l'amour de la Liberté, de l'Égalité et de toutes les vertus républicaines expliquait:

«Une pareille société où le peuple est souverain et où tous les citoyens sont égaux, c'est-à-dire ont les mêmes droits, s'appelle République».

L'actualité de l'idéal républicain est criante.

C'est l'Espoir contre la soumission, la Liberté contre l'oppression, l'Émancipation contre l'exploitation, la Solidarité contre l'exclusion. C'est la Vie contre la mort.

Et c'est finalement aussi pour cette raison que le syndicalisme libre et indépendant y est profondément attaché.

Merci.

Marc BLONDEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Christian Joyeux-Bouillon 25 bis, rue Victor Hugo, 69400 VILLEURBANNE

(CCP Lyon n° 7799 19 L)

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485
